

Trump et Israël PANIQUENT : nucléaire iranien IMMINENT, urgence F-35 | Elijah Magnier

Le correspondant de guerre Elijah Magnier nous rejoint pour briser le black-out médiatique sur la guerre qui s'intensifie pour le contrôle du détroit d'Ormuz, alors que l'Iran cherche à se retirer du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et qu'un deuxième avion de chasse américain en autant de jours déclare un atterrissage d'urgence près des Émirats arabes unis. Cette émission analyse tout cela. <https://ejmagnier.com/> SUIVEZ-MOI SUR RUMBLE : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> SUIVEZ-MOI SUR TELEGRAM : <https://t.me/dannyhaiphong> SOUTENEZ LA CHAÎNE SUR PATREON : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> Soutenez la chaîne d'autres façons : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritofho> Suivez-moi sur Telegram : <https://t.me/dannyhaiphong> #iran #f35 #trump #israel #turkey

#Danny

Bienvenue à tous dans l'émission. Comme vous pouvez le voir, je suis accompagné du correspondant de guerre et journaliste indépendant Elijah Magnier, pour faire le point sur les derniers développements et les analyser. D'abord, il faut parler d'informations selon lesquelles un député iranien a déclaré aux médias que l'Iran envisage très sérieusement de se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire, et qu'une proposition a été soumise au Parlement. Cela intervient alors que, bien sûr, les États-Unis ont une nouvelle fois mis à l'épreuve les capacités de l'Iran à se défendre. Et nous allons poser la question : l'Iran pourrait-il réellement obtenir cette arme nucléaire ? Est-ce qu'il la développe déjà ?

Et l'establishment est très, très en colère en ce moment, parce que Donald Trump a effectivement révélé que la Corée du Nord, la RPDC, possède cinquante-sept armes nucléaires. Et c'est la raison pour laquelle il va parler directement avec la RPDC, ce qui amène certains à se demander si l'Iran devrait, en fait, se doter de l'arme nucléaire, et s'il va chercher à en obtenir une. Maintenant, dans le détroit d'Ormuz, je sais, Elijah, que vous avez beaucoup couvert ce qui s'y passe. La nuit dernière, pour la deuxième nuit consécutive, un Airbus a émis un signal d'urgence au-dessus du détroit d'Ormuz, avant d'atterrir aux Émirats arabes unis. Cette fois, c'était un F-35. Et ce n'est pas seulement Trump qui panique à propos de la quantité de pétrole qui transite, ou non, par le détroit d'Ormuz. Israël aussi panique face à une éventuelle attaque de la Turquie.

Cela intervient alors qu'Israël a frappé un aéroport en Syrie, affirmant que des forces militaires turques allaient l'occuper. Israël semble également convaincu, dans ses préparatifs, qu'il ne sera pas

soumis à l'examen prévu par l'article cinq de la charte de l'OTAN. Et voici un article d'Israel Hayom qui explique que l'article cinq ne signifie pas qu'Israël est protégé en Syrie. Cela amène certains à se demander si Israël et la Turquie se dirigent vers une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Mais Elijah, que pensez-vous de ces développements et de ce qui se passe avec cette guerre en Iran ? Comment a-t-elle de telles répercussions régionales ? Et comment influence-t-elle aussi la question des capacités nucléaires iraniennes, et de savoir si l'Iran devrait obtenir l'arme nucléaire ?

#Elijah Magnier

Merci de m'accueillir. Le TNP est intéressant, parce que l'Iran l'a signé en mille neuf cent soixante-huit, à l'époque du Shah d'Iran, pour en faire partie, puis l'a ratifié deux ans plus tard. Nous parlons donc de neuf ans avant la création de la République islamique d'Iran. Mettre le TNP sur la table, c'est exactement comparable à la décision prise par l'Iran en deux mille vingt, lorsque les Israéliens ont assassiné Fakhrizadeh, le directeur de ce qui était alors présenté comme le programme nucléaire. L'Iran est alors passé à vingt pour cent. Puis, de nouveau, l'Iran est passé à soixante pour cent en deux mille vingt-deux, lorsque la CIA et le Mossad ont attaqué l'installation nucléaire de Fordow. Là encore, c'était une autre façon pour l'Iran de dire au monde : si vous continuez à nous chercher et à nous saboter, alors nous prendrons des mesures qui vous feront peur, sans réellement franchir le seuil.

Et l'Iran n'est jamais allé au-delà de soixante pour cent après cette date, même si le TNP autorise l'Iran à enrichir l'uranium au-delà de quatre-vingt-dix pour cent, tant qu'il y a de la transparence et que l'Iran ne fabrique pas de bombe nucléaire. Cependant, se retirer du TNP serait une étape importante. Pour tous ceux qui sont sceptiques, cela signifierait que l'Iran se rapproche en réalité d'un blackout nucléaire. Autrement dit, plus aucune information sur le programme nucléaire, rien sur le type de centrifugeuses dont dispose l'Iran. Le JCPOA parlait des IR-1. L'Iran est très près de passer aux IR-8, ce qui permettrait de produire beaucoup plus rapidement un uranium enrichi à un pourcentage plus élevé.

Et encore, la quantité d'uranium enrichi, le pourcentage jusqu'auquel l'Iran peut aller sans forcément se doter de l'arme nucléaire. Mais cela rappelle fortement ce que fait l'Iran aujourd'hui, en disant à Donald Trump : vous parlez toujours du détroit d'Ormuz, tout en oubliant l'atout principal, majeur, celui pour lequel vous affirmez être entré en guerre : le dossier nucléaire. Or, ce dossier semble avoir complètement disparu de l'agenda de Donald Trump, et aussi de celui des Israéliens qui ont convaincu Trump d'entrer en guerre. Et il semble que plus personne ne parle du programme nucléaire, parce qu'ils sont tous très occupés par le détroit d'Ormuz.

Voilà un point lié au MPD. Quant au pétrole, bien sûr, l'agence Kepler est la source occidentale la plus fiable sur l'ensemble du trafic maritime qui transite par le détroit d'Ormuz. Elle affirme qu'en réalité, aucun pétrole ne le traverse. Et l'Iran n'a fait une exception que pour l'Irak. Le

gouvernement de Bagdad a demandé aux Iraniens de l'autoriser à exporter trois pétroliers de pétrole, et l'Iran a accepté. À présent, beaucoup de spéculations circulent : l'Irak et les pays du CCG contourneraient le détroit d'Ormuz.

Ils n'en ont pas besoin. Tout ça n'a aucun sens. D'abord, le pipeline dont l'Irak parle, via la Turquie, pourrait transporter, à pleine capacité, potentiellement sept cent cinquante mille barils. Ce qui reste extrêmement peu. En ce moment, ils en sont entre trois cent mille et trois cent cinquante mille.

Ensuite, la ligne vers Banias — c'est une ligne terrestre, ou plutôt un pipeline. Et là encore, on parle de quelques centaines de milliers de barils, comparé à ce que l'Irak produit et à son objectif, qui est d'atteindre quatre millions cinq cent mille barils. Aujourd'hui, il vendait entre trois millions cinq cent mille et trois millions huit cent mille. Il est donc encore très loin d'atteindre ne serait-ce qu'un quart de son objectif.

Et le problème de l'Irak, comme du Koweït, c'est que ces deux pays sont pris au piège, parce que leur économie dépend principalement de la vente de pétrole. Et l'Irak en particulier : quatre-vingt-dix pour cent de son budget provient de la vente de pétrole, dont les recettes arrivent dans les banques fédérales américaines à New York avant que l'argent ne soit versé à Bagdad. Mais Bagdad est en réalité en train d'être asphyxiée financièrement ces jours-ci. Cela fait plus de cinq mois, et c'est énorme pour le gouvernement de Bagdad, qui n'a pas de réserves lui permettant de faire face à cette situation. Et c'est ce que vise l'Iran : répartir la douleur entre tous les pays, pas seulement ceux du détroit d'Ormuz, c'est-à-dire les pays du CCG et l'Irak, mais aussi le monde entier, qui reçoit normalement vingt millions de barils de pétrole par jour. Et quand Donald Trump parle d'obtenir quinze millions de barils en une semaine, aujourd'hui, il a changé d'avis. Il a dit : en une journée, selon Axios.

Mais avant cela, il a dit qu'en une semaine, avant de se rendre compte que, bon, en réalité, s'il gère quinze millions de barils par semaine, cela représente sept jours durant lesquels la réserve stratégique américaine a été utilisée pour libérer cent quarante millions de barils. Ce qu'il annonce, c'est donc vraiment insignifiant. Et cela mène à une conclusion : il manque au monde plus d'un milliard et demi de barils de pétrole. Même si le détroit d'Ormuz rouvrait demain, ce qui est loin d'être le cas, il faudrait plus de huit à douze mois pour reconstituer le pétrole manquant dont le monde a besoin. Et ce, malgré le fait que la Chine ait réduit la quantité de pétrole qu'elle utilise. Elle puise elle aussi dans ses réserves d'un milliard et demi de barils. Quant aux Américains, ils ont atteint un niveau très critique : ils sont passés de sept cent cinquante millions de barils de réserves stratégiques à seulement cent cinquante à deux cents millions de barils.

#Elijah Magnier

Et nous savons que le prix du diesel se situe entre cinq et cinq et demi, et celui du pétrole entre quatre et quatre et demi, selon la région du pays où vous vous trouvez, aux États-Unis. Voilà la situation. Et j'ai quitté la Turquie parce que là, c'est quelque chose de complètement différent.

#Danny

Oui, nous parlerons bien de la Turquie et d'Israël vers la fin de l'émission. Mais je voulais avoir votre avis, Elijah, sur les liens entre cette question nucléaire iranienne et la possibilité que, comme vous semblez l'indiquer, l'Iran cherche — et cherche peut-être déjà — à se retirer du TNP. Il pourrait ensuite laisser planer une grande ambiguïté sur son enrichissement, n'est-ce pas, afin d'établir cette capacité de dissuasion. Selon l'un des parlementaires, l'attaque sauvage contre l'Iran, l'assassinat du Guide suprême et des commandants, ainsi que les violations répétées des engagements américains, sont les raisons qui justifieraient la poursuite d'un retrait du TNP. Mais je me demande aussi si l'Iran cherche à imposer son contrôle sur le détroit d'Ormuz.

Il y a tous ces rapports selon lesquels l'armée de l'air américaine guiderait des navires hors du détroit d'Ormuz. Je ne sais pas à quel point tout cela est vrai, vu le niveau d'activité. Mais l'Iran tire toujours sur des navires, et les États-Unis affirment que l'Iran n'est plus en mesure de le faire efficacement, en raison des dernières vagues d'attaques, qui ont conduit les États-Unis à viser, semble-t-il, ses radars. Alors, selon vous, dans quelle mesure l'Iran pourrait-il chercher à sortir du TNP et à se doter de l'arme nucléaire, simplement parce qu'il veut faire respecter sa souveraineté sur le détroit d'Ormuz ?

#Elijah Magnier

Eh bien, l'Iran a montré qu'il avait beaucoup de cartes à jouer. Et c'est en fait le message adressé aux Américains. Les Iraniens disent qu'il y a encore beaucoup d'autres lapins dans le chapeau que nous n'avons pas sortis. Et nous sommes prêts à vous effrayer encore davantage que vous ne l'êtes déjà. Vous pouvez donc répéter chaque jour, dans chacune de ses déclarations, que Donald Trump dit : « Je ne *permettrai* pas à l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. » Et parfois, il a dit, comme Benjamin Netanyahu l'a dit aux Israéliens : « Nous avons détruit les armes nucléaires iraniennes, et maintenant Israël est plus en sécurité. » Et puis, soudainement, on entend Netanyahu et Trump dire : « Eh bien, en fait, nous ne permettons pas à l'Iran d'avoir l'arme nucléaire », alors que l'Iran n'en a jamais eu, selon les services de renseignement américains et tous les services de renseignement européens.

Donc, personne ne doute que l'Iran ne possède pas d'armes nucléaires. En revanche, tout le monde s'accorde à dire qu'entre soixante et quatre-vingt-dix pour cent, le chemin à parcourir est très court. Ensuite, il faut des essais pour fabriquer au moins dix bombes nucléaires. Car vous en testez une, puis vous gardez les neuf autres comme moyen de dissuasion, pour que les autres, comme les Américains et les Israéliens, sachent qu'il existe d'autres bombes que vous pouvez utiliser. Donc, restez à l'écart et ne bombardez jamais l'Iran. Nous avons entendu quelque chose d'inhabituel de la part de Massoud Pezeshkian, le président iranien, pourtant le plus modéré, le plus pragmatique et, en réalité, le moins politique. Il a dit qu'un pays qui dispose d'une capacité de dissuasion ne sera jamais attaqué.

Pour les Iraniens aujourd'hui, il y a cette idée d'aller vers l'arme nucléaire, non pas pour l'utiliser contre Israël, car ce n'est pas l'objectif des Iraniens. Et les Iraniens n'ont jamais attaqué Israël. Ils ont répondu à l'attaque israélienne, à l'agression israélienne et aux guerres illégales de juin deux mille vingt-cinq. Avant cela, il y a eu Damas, contre son consulat, ainsi que tous les assassinats de conseillers militaires iraniens en Syrie et en Irak, qui avaient été demandés par les deux gouvernements. Mais pour les assassinats et les sabotages visant les sites nucléaires et les scientifiques du nucléaire, Israël a toujours revendiqué la responsabilité, directement ou indirectement. Par conséquent, l'Iran veut qu'on le laisse tranquille, sans l'attaquer. Mais surtout, il veut que toutes les sanctions soient levées, et il veut être indemnisé pour les destructions causées par la guerre.

Ils veulent récupérer leur argent gelé, volé par les États-Unis et tous les autres pays qui ont peur de rendre à l'Iran les milliards de dollars. Ils veulent les récupérer. Et comme Donald Trump l'a dit lorsqu'il a signé le protocole d'accord, le 17 juin, il a dit que l'Iran avait le droit de se défendre en ayant ses missiles. Il a dit que l'Iran avait le droit de récupérer ses avoirs gelés. Et il a dit que l'Iran avait le droit de vivre sans sanctions. Mais soudainement, parce que son objectif, comme Vance l'a dit, était uniquement de rouvrir le détroit d'Ormuz, tout s'est effondré lorsque l'Iran a dit : « En fait, nous devons attendre trente jours, le temps de déminer. » Et il a attaqué l'Iran trois semaines plus tard, sans attendre la fin des trente jours.

C'est là que l'Iran est tenté de dire : « D'accord, je coupe les caméras de tous les inspecteurs de l'ONU. » Ils l'ont fait. Ils ont dit : « Nous n'autorisons plus aucune visite », et ils l'ont fait. Mais cela n'a pas vraiment dissuadé les Américains et les Européens de lever les sanctions. Au contraire, ils sont allés encore plus loin et ont déclenché un mécanisme de rétablissement automatique des sanctions contre l'Iran, qui fait partie du JCPOA, alors même que les Américains avaient quitté le JCPOA en deux mille dix-huit. C'est donc vraiment une théorie absurde que d'imaginer l'Iran se retirer du TNP et dire au monde : « Écoutez, avant que nous pensions n'avoir plus d'autre choix que d'aller vers la bombe nucléaire, venez nous parler et acceptez nos conditions. Parce que, premièrement, nous ne représentons pas un danger pour les États-Unis. Nous n'avons pas attaqué les États-Unis. Nous n'avons jamais attaqué nos voisins avant la guerre. Même après juin deux mille vingt-cinq, l'Iran n'a pas exercé de représailles contre les pays du Golfe. »

Même si certains pays, comme l'Irak, ont permis aux Israéliens d'utiliser l'espace aérien irakien, le Kurdistan irakien a permis aux Israéliens d'attaquer l'Iran avec des drones et de mener des sabotages à l'intérieur de l'Iran, depuis le Kurdistan irakien. Les Émiratis ont eux aussi permis aux Israéliens d'attaquer les Iraniens en deux mille vingt-cinq, mais seulement après février deux mille vingt-six, après de multiples avertissements de l'Iran disant que les Iraniens bombarderaient tous les pays impliqués. C'est à ce moment-là que l'Iran a mis sa menace à exécution et a bombardé tous les actifs américains et les actifs du Golfe qui soutenaient les États-Unis dans cette guerre, à juste titre selon la résolution 3314 de l'ONU. Donc, pour l'Iran, renoncer au TNP, je pense que c'est une étape normale, à moins que Donald Trump ne reconnaisse qu'il n'a pas atteint ses objectifs, qu'il ne va pas

changer le régime, alors même que le ministre américain des Finances parle encore d'un changement de régime.

Et ils disent : « D'accord, maintenant, nous voulons imposer des sanctions pour retourner la population contre le gouvernement. » Et c'est grave, parce qu'ils disent : « Nous retournons la population. » Ils sont donc pleinement conscients que ces sanctions vont paralyser la population, mais pas le système au pouvoir. Et c'est un crime contre l'humanité qu'ils commettent. Les sanctions sont illégales. Elles ne viennent pas des Nations unies. Elles ne viennent pas de la Cour internationale de justice. Elles viennent d'un président narcissique qui refuse d'admettre sa défaite et qui veut poursuivre le combat par d'autres moyens, en pensant que, grâce aux sanctions, il peut obtenir ce qu'il n'a pas réussi à obtenir militairement. Donc oui, le TNP n'est pas vraiment écarté.

#Danny

Elijah, à quel point pensez-vous que les États-Unis sont inquiets en ce moment, après que Mohammad Ghalibaf, président du Parlement, envoyé en Chine et chef des négociations, vient de dire que les Émirats arabes unis, le Koweït et tout un ensemble d'autres pays du Golfe contactent discrètement l'Iran en ce moment afin de discuter d'accords de sécurité indépendants avec l'Iran ? Qu'en pensez-vous ? À quel point, selon vous, les États-Unis sont-ils inquiets, compte tenu de la vague de rapports indiquant qu'il y a une forte inquiétude quant à l'incapacité de, je cite, « défendre ces pays » ? Cela soulève beaucoup de questions au sein des pays du Golfe sur la viabilité de cet arrangement.

#Elijah Magnier

Donald Trump a rendu un immense service à l'Asie occidentale en ébranlant profondément l'hégémonie américaine et la réputation des États-Unis comme première puissance militaire mondiale. Sur le plan militaire, vous pouvez avoir la meilleure armée, les meilleures bombes, les avions, les chars, les missiles les plus destructeurs, peu importe. Mais avez-vous atteint vos objectifs ou non ? C'est ainsi que les Américains mesurent la victoire. Aujourd'hui, il est évident qu'au sein de l'élite américaine, ceux qui réfléchissent avec leur tête, et non ceux qui sont assis dans un char en faisant semblant de réfléchir, sont arrivés à la conclusion que les Américains ont perdu cette guerre. Et en perdant cette guerre, ils ont perdu leur hégémonie. Cela ne veut pas dire que l'empire américain est terminé, loin de là.

Mais l'empire américain est en déclin, comme tous les empires qui ont dominé le monde. On parle des Perses, des Grecs, des Perses, des Italiens, des Romains. On parle des Espagnols, de tous les empires, de l'Empire britannique. Ils ont tous décliné. Ils ont tous complètement perdu leur hégémonie, puis ils sont redevenus des pays normaux, dans un état normal. Les États-Unis suivent cette voie. Et pour cette raison, le premier signe n'est pas venu de ce qu'a dit Ghalibaf. Il est venu de l'accord entre l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie, qui était en préparation depuis deux ans, mais qui a soudainement vu le jour au milieu de ce conflit.

C'est important, parce que cela envoie un message. Même si ce Pacte de La Mecque, signé par ces trois pays, réunit la puissance nucléaire, la richesse pétrolière et la puissance militaire — la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan — il n'a pas encore de structure militaire. Mais il peut la bâtir et la mettre en place dans un avenir proche. Et je pense que cela a vraiment irrité Benjamin Netanyahu. Les Américains ont compris qu'il n'y avait pas d'issue face à cette orientation. Il y avait déjà eu des signaux auparavant, mais ils étaient faibles, du côté de l'Organisation de coopération de Shanghai et des BRICS, parce qu'ils n'étaient pas activés.

Mais aujourd'hui, le Sud global comprend qu'il faut l'activer davantage encore. Et les Américains n'ont pas été autorisés à entrer dans les BRICS ni dans l'Organisation de coopération de Shanghai. L'Iran et les pays du Conseil de coopération du Golfe y ont été intégrés ces dernières années. Tout cela envoie davantage de signaux au monde : les pays d'Asie occidentale, d'Asie et d'Afrique cherchent en réalité à se réorganiser en s'éloignant de l'hégémonie américaine. Ce qu'il reste à voir, malgré les quarante mille milliards de dollars de dette aux États-Unis, qui atteint des sommets et continuera d'augmenter, c'est la baisse du dollar. Elle ne se produira vraiment que lorsque les pays riches en pétrole du Golfe commenceront à utiliser, en plus du dollar, d'autres monnaies pour vendre leur pétrole. Ce sera un véritable coup porté à l'hégémonie américaine.

Mais pour l'instant, ce pacte et ce que dit Ghalibaf, c'est aussi normal, parce que l'Iran est tout simplement voisin de tous ces pays. L'Amérique est à douze mille kilomètres. Entre le CCG et le détroit d'Ormuz, d'une part, et New York, d'autre part, il y a une distance. Donc, géographiquement, l'Amérique n'existe pas dans ces pays, à part par les bases militaires qu'elle y possède, qui ont été détruites par l'Iran et que les États-Unis n'ont pas réussi à protéger. Ils sont entrés en guerre sans demander l'avis des pays du Golfe, et ils ont laissé les infrastructures de ces pays être détruites parce qu'ils soutenaient les Américains. Mais, en plus de cela, Donald Trump se vante en disant, en substance : nous avons utilisé les aéroports, les installations et le désert sans avoir besoin de demander l'autorisation à ces pays.

Pour Donald Trump, tout était permis, et tout a un prix. Et l'Amérique en paiera le prix. Heureusement, le monde a besoin que le droit international soit appliqué. Il n'a pas besoin d'une brute qui dise à la Turquie : « Pourquoi n'avez-vous pas occupé la Syrie ? » Ou : « Maintenant, je veux le Groenland. » Ou : « Le Canada fait partie de l'Amérique. » Ou : « Au Venezuela, je vais kidnapper le président et piller tout le pétrole. » Ou encore : « Je ne suis en Syrie que parce que je veux le pétrole, et je le veux pour moi. » C'est le langage du président américain. Est-ce cela, l'Amérique ? Eh bien, il est temps de commencer à réfléchir. En réalité, il existe un droit international, et ce droit international doit être au-dessus de tout le monde.

#Danny

Oui, très bonnes remarques, Elijah. Et juste un dernier commentaire avant d'aborder la situation entre la Turquie et Israël. Je sais que vous suivez cela de près. Le Qatar, par exemple, je pense que

c'est une crise majeure pour les États-Unis. Le Qatar a déclaré que son budget, son budget global, a été réduit de trente pour cent en raison d'une forte baisse de son commerce du gaz à cause de la guerre, parce que l'Iran a très durement frappé Ras Al-Affan. C'est une crise majeure, et on est encore très loin d'un retour à la pleine capacité. Et il y a aussi le pétrole saoudien, dont la production a considérablement diminué.

Et je pense que ma dernière question avant d'aborder la situation entre la Turquie et Israël est la suivante : selon vous, l'Iran a-t-il actuellement des difficultés à gérer la situation dans le détroit d'Ormuz ? Les États-Unis l'affirment. Ils mènent une opération discrète, avec une escorte de l'US Air Force et, bien sûr, la coopération des pays du Golfe concernés, notamment Oman, les Émirats arabes unis, et cetera. Pensez-vous que l'Iran rencontre des difficultés à ce sujet ? Et pour finir, quels sont vos derniers commentaires là-dessus avant que nous passions à la Turquie et à Israël ?

#Elijah Magnier

Eh bien, le Qatar est à juste titre bouleversé et inquiet, parce que sa capacité de production de GNL, avant deux mille vingt-six, était d'environ soixante-dix-sept millions de tonnes par an. Cela représentait plus ou moins vingt pour cent des besoins mondiaux en gaz. Et le Qatar doit approvisionner l'Asie, entre autres pays. Donc, pour le Qatar, perdre cette possibilité d'exporter... même si c'est un pays riche, il y a des dépenses à couvrir, et le gouvernement comme le pays doivent fonctionner. Comme tous les autres pays du Golfe, ils peuvent tenir pendant un certain temps. C'est pourquoi ils se précipitent pour traiter avec l'Iran. L'Iran est là et dit : « Eh bien, la première chose que vous devez faire, c'est cesser d'héberger les Américains qui m'attaquent depuis votre pays. Ce sont eux qui sont responsables de votre destruction. »

S'ils font cela, alors l'Iran est prêt à conclure un accord avec tous ces pays. Toutefois, de la même manière que l'Iran a conclu un accord avec Oman, aucun accord ne sera mis en œuvre tant que la guerre ne sera pas terminée. Et la guerre ne se termine pas par un cessez-le-feu, parce que les Iraniens ne croient pas aux cessez-le-feu. Ils l'ont déjà vécu en juin deux mille vingt-cinq, quand Donald Trump a appelé les Omanais et les Qataris pour leur demander de servir de médiateurs afin d'arrêter la guerre entre l'Iran et Israël, une guerre qu'Israël avait déclenchée en attaquant et en tuant des dirigeants iraniens, puis en bombardant le pays. C'était un cessez-le-feu téléphonique. Il n'était pas écrit, il avait été convenu oralement, et il n'a pas duré, parce que la guerre a repris en février, cette fois avec une forte implication des Américains. Pour l'Iran, il faut mettre fin à la guerre.

Aujourd'hui, l'Iran est très heureux de conclure un accord avec le Qatar et l'Arabie saoudite. Il le fera aussi avec les Koweïtiens, avec les Émiratis, même si la présence des Israéliens aux Émirats est écrasante. Mais les autres pays n'ont jamais cessé de recevoir les Israéliens, à part le Koweït. Ces pays devront donc traiter avec l'Iran, conclure un accord, au minimum un pacte de non-agression ou de non-hostilité, ou un pacte de défense, ou quoi que ce soit d'autre. Mais rien ne sera valable avant

la fin de la guerre, et avant que l'Iran ne voie ce que ces pays vont faire de la présence américaine. L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz et a dit à Oman : nous contrôlerons le détroit d'Ormuz conformément à l'accord. Aucun navire n'entrera autrement qu'en passant par la voie iranienne.

Aucun navire ne quittera la zone par la ligne omanaise sans avoir confirmé sa sortie avec l'Iran, qui doit valider la cargaison. L'Iran doit s'assurer qu'aucune arme n'entre dans le Golfe, qu'aucune arme ne soit livrée par mer aux pays du Golfe, et il veut s'assurer qu'aucun navire appartenant aux États-Unis ou à Israël ne franchisse le détroit d'Ormuz. Pour l'Iran, c'est définitif. Ils ne vont pas le négocier. Concernant Israël, un accord avec les États-Unis pourrait être conclu, mais uniquement selon les conditions iraniennes. Tous ces accords seront donc rédigés et conclus en temps voulu, mais ils connaîtront exactement le même sort que l'accord entre Oman et l'Iran. Ils devront attendre la fin de la guerre. Et la fin de la guerre ne semble pas proche. En tout cas, pas cette année, pas l'année prochaine, et pas avant que Donald Trump n'achève son mandat.

#Danny

Waouh. Oui. Non, je le vois très clairement maintenant que vous l'avez expliqué, Elijah. Passons à la Turquie et à Israël. En parlant d'une guerre qui se termine, d'une autre qui commence : est-ce une guerre sur le point de débuter ? Vous savez, certains ont fait remarquer, Elijah, que la Turquie continue de commercer activement avec Israël, malgré ces tensions qui s'enveniment. Mais peut-être pouvez-vous expliquer comment ces tensions se sont aggravées : l'attaque israélienne contre cet aéroport en Syrie. Et puis, vous savez, des médias israéliens mettent en avant la possibilité qu'Israël attaque la Turquie de manière préventive afin de, je cite, « se défendre ». Alors, quel est votre point de vue sur ce qui se passe ? Quelle est votre analyse de la manière dont on en est arrivé là ?

#Elijah Magnier

Cela rejoint ce dont nous parlions tout à l'heure à propos du pacte, du pacte de La Mecque, pardon. Car l'attaque menée par les Israéliens contre l'aéroport d'Abou al-Douhour, dans le nord de la Syrie, à environ soixante-dix kilomètres de la frontière turque, intervient au moment où la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan ont signé ensemble cet accord, cet accord de défense. Cela a vraiment suscité la colère de Benjamin Netanyahu. Le moment choisi coïncide avec sa campagne électorale. Il se prépare aux élections, et sa carte pour demander davantage de voix, c'est de mener des guerres et des attaques, et de conclure des accords avec les pays du CCG.

Quand l'Arabie saoudite se tourne vers la Turquie, Benjamin Netanyahu, Naftali Bennett — qui est aussi un Premier ministre potentiel faible, parce qu'il n'a pas vraiment la majorité là-bas —, Gadi Eisenkot avant lui, opposé à Benjamin Netanyahu, disent eux aussi que le prochain ennemi, c'est la Turquie. Et c'est ce qu'ils appellent l'islam radical, ou les radicaux sunnites après les radicaux chiïtes. Ce sont leurs termes. Mais c'est aussi pour eux une façon d'être réélus, parce que la société israélienne est devenue composée de davantage de va-t-en-guerre, qui diabolisent les autres non-

sionistes et considèrent que le reste du monde est à leur service, comme des esclaves. Pour eux, détruire Gaza, attaquer le Liban, détruire des habitations civiles, attaquer la Syrie, en occuper une partie, créer ce qu'ils appellent une zone tampon... Ils occupent des territoires qui ne leur appartiennent pas.

Ce qu'ils font en Cisjordanie — la création de colonies, la relance de E1 dans la zone B, la division de Jérusalem et de la Cisjordanie, en séparant le Nord du Sud, en faisant en sorte qu'un État palestinien ne voie jamais le jour, et en créant des milliers de nouvelles colonies en Palestine, en Cisjordanie — tout cela indique que Donald Trump a fermé les yeux sur ce que fait Benjamin Netanyahu, et que Netanyahu va réellement vers davantage de guerres. C'est à ce moment-là qu'il a vu l'Arabie saoudite, qu'il voulait intégrer comme un gain supplémentaire à tout ce qu'il accumule depuis le 7 octobre, afin de cacher le fait qu'il est responsable de l'échec de la sécurité des Israéliens. Tous les chefs et commandants de la sécurité israélienne ont démissionné, y compris le chef de l'armée, le chef du renseignement, le Mossad. Tout le monde a démissionné, à l'exception de Benjamin Netanyahu. Le 7 octobre a eu lieu sous sa responsabilité. Pour cela, il voulait trouver une compensation. Et c'est là que la Turquie intervient et fait échouer deux choses. D'abord, l'accord avec l'Arabie saoudite et le Pakistan. C'est ainsi que Donald Trump... c'est ainsi que Benjamin Netanyahu considérait le Pakistan et la Turquie comme ses prochaines cibles.

Et le deuxième point, c'est la domination de la Turquie sur la Syrie. Les Israéliens ont donc déjà attaqué la Syrie, l'aéroport T4 à Palmyre, à Tadmor, en Syrie. C'était au moment où les Turcs tentaient de s'implanter dans cet aéroport. Une deuxième attaque a eu lieu à Abu Dhuhr. C'est intéressant, parce que l'envoyé spécial présidentiel américain, Tom Barrack, en a parlé. Il a dit que les Syriens étaient en contact avec le chef du Mossad. En fait, le ministre syrien des Affaires étrangères... Voyez à quel niveau de relation la Syrie s'est placée. Le ministre des Affaires étrangères appelle donc le chef du Mossad pour se justifier et expliquer, avant l'attaque, que la Turquie ne construira pas d'infrastructures de défense ou d'attaque dans l'aéroport, et n'y apportera pas de radars qui mettraient en danger la sécurité d'Israël.

Donc, pour en venir au fait, les Syriens n'ont absolument aucune volonté, ne peuvent pas décider de ce qu'ils peuvent faire dans leur pays, et ils doivent garantir aux Israéliens ce qu'ils peuvent installer dans leur aéroport, au fin fond du nord du pays. Et malgré tout ça, les Américains ont aussi fait vérifier par leurs services de renseignement, selon Tom Barrack, si la Turquie avait des moyens à Abou Dhouhour, et ils ont confirmé qu'il n'y en avait pas. Et soudain, Benjamin Netanyahu a envoyé deux avions à soixante-dix kilomètres de la frontière turque, dans les airs. C'est insignifiant.

#Danny

Oui.

#Elijah Magnier

Ils ont attaqué l'aéroport. Et pas seulement ça : ils ont envoyé un avertissement à la Turquie, en disant : « Il semble que vous n'ayez pas compris le message. » C'est ce que Benjamin Netanyahu a dit au président Erdogan. Il lui a dit : « Vous n'avez pas compris le message. » Or, pendant le règne de Bachar el-Assad, la Turquie a maintenu une forte présence militaire et un contrôle total à Idlib et dans ses environs, alors même qu'Assad était au pouvoir. Cela signifie que l'armée turque est en Syrie depuis de nombreuses années, bien avant la chute d'Assad. Ce que la Turquie va faire, c'est se redéployer, changer et remplacer. Mais elle maintiendra toujours une présence. Car la Turquie, un peu comme les Américains, quand elle va dans un pays, elle ne se retire pas. Ils sont allés en Irak, ils maintiennent quinze positions au Kurdistan, et ils ne veulent pas partir. En Syrie, ils ne partiront pas. Mais la Turquie, elle, n'a jamais cessé de fournir des marchandises, du pétrole, et de faire des affaires avec Israël.

Ils n'ont pas fait cela lors de l'attaque contre le bateau Marmara. On parle de la flottille de deux mille dix. Ils ne l'ont pas fait pendant Gaza. Ils ont maintenu l'approvisionnement en marchandises d'Israël, et ils ne vont pas s'arrêter maintenant, parce que le volume des échanges est important, et parce qu'Erdogan ne veut pas montrer une rupture nette entre la Turquie et Israël. Il veut prouver aux Américains que, en réalité, Benjamin Netanyahu est l'agresseur. Mais la Turquie ne va pas abandonner la Syrie. La Syrie est trop importante pour que la Turquie la laisse aux Israéliens. Et la Syrie est désormais une ligne de défense face aux intentions de Benjamin Netanyahu envers la Turquie. Mais il n'y a pas que la Syrie. Pour la Turquie, il est important que la résistance au Liban ne soit pas affaiblie, parce qu'Israël ne devrait pas pouvoir éliminer tranquillement tous ses ennemis aux frontières, puis consacrer son effort de guerre à la Turquie.

#Danny

Oui, j'allais vous poser la question, Elijah. Au vu de tout ce que vous avez dit, pensez-vous qu'il s'agit désormais aussi d'un affrontement entre le projet du Grand Israël et la vision néo-ottomane d'Erdogan ? Car, comme vous l'avez dit, la Turquie s'étend lorsqu'elle fait la guerre. Elle s'étend aussi. Elle occupe aussi. Dans quelle mesure voyez-vous là un affrontement entre ces deux visions expansionnistes concurrentes ? Et quels problèmes cela pose-t-il aux États-Unis ? Ce n'est pas comme si les États-Unis n'avaient pas déjà une myriade de problèmes en Asie occidentale, dans cette guerre avec l'Iran et avec tout ce qui s'est passé, pourrait-on dire, depuis le 7 octobre 2023.

#Elijah Magnier

Eh bien, je ne pense pas qu'il y aura un affrontement entre la Turquie et Israël. Il y aura de temps à autre quelques coups sous la ceinture, sur différents théâtres. Mais ce ne sera pas un affrontement direct entre la Turquie et Israël. La Turquie est un grand pays. Elle possède la deuxième force de l'OTAN. C'est un pays qui produit des armes. Nous avons vu, dans la guerre des Israéliens et des Américains contre l'Iran, qu'en réalité, la force aérienne ne fait pas tout. Cela dit, la Turquie a une force aérienne, des drones qui peuvent frapper Israël très facilement, et des missiles à longue portée capables de frapper Israël.

Et la Turquie est aussi très importante pour la Russie, parce que c'est là que les Russes ont désormais leur terminal pétrolier. C'est très important, car c'est un pays entre l'Est et l'Ouest. La Turquie est partagée entre une Turquie européenne et une Turquie du Moyen-Orient. Ce n'est donc pas quelque chose que Benjamin Netanyahu peut considérer comme facile à avaler. Et le président Erdogan n'envisage pas d'aller attaquer Israël, parce qu'il n'a, pour l'instant, aucune vision dans cette partie du monde. S'engager dans un affrontement direct avec les Israéliens est trop compliqué, et personne n'y gagnerait. Au contraire, les deux en sortiraient affaiblis. Et qu'arriverait-il à l'Europe ? La Turquie est aux portes de l'Europe.

L'Europe ne sera pas heureuse de voir cela. Les Américains ne voient pas la Turquie, un pays de l'OTAN, s'affronter à Israël, son seul et plus solide allié à l'heure actuelle, comme l'a dit le vice-président des États-Unis, J. D. Vance. C'est pourquoi nous ne pensons pas vraiment que cela va se produire. Mais cela arrivera régulièrement, maintenant que le combat est ouvert. Par de petits coups, pas vraiment par un coup de K.-O. Et puis, qui gagnera entre les deux ? Non, ce ne sera pas comme ça. La Turquie utilisera la Syrie pour frapper Israël de différentes manières. Et nous avons vu certains signaux venant de l'armée du gouvernement syrien, ou d'un bataillon de l'armée syrienne, ou encore de djihadistes au sein de l'armée syrienne, montrant que la Syrie a conservé en son sein l'unité des combattants étrangers djihadistes.

Tout cela envoie donc des messages à Israël. En disant : eh bien, nous avons différents moyens. Cela ne veut pas dire qu'ils seront efficaces contre Israël, mais ils obligeront Israël à prendre de nouvelles mesures. Israël peut maintenant aller occuper tout ce qui entoure Damas. Ce n'est pas très loin. C'est à cinquante-trois kilomètres de Damas. Israël peut atteindre Damas à tout moment. Il peut aller très près du commandement central de la Syrie. Il peut bombarder la Syrie à tout moment avec un missile à longue portée, sans avoir besoin d'envoyer l'armée de l'air. On voit donc que cette bataille ne va pas avoir lieu à ce niveau-là, entre les pays. Mais par l'intermédiaire de forces mandataires, oui, cela peut arriver.

#Danny

Maintenant, Elijah, le seul sujet dont nous n'avons pas encore parlé, c'est le front yéménite, Ansar Allah et l'Arabie saoudite. J'aimerais que vous le preniez en compte, au regard de tout ce que nous avons dit sur la région. Comment la région va-t-elle continuer à évoluer, étant donné qu'au cours de cette conversation, nous avons évoqué plusieurs fronts ? Il semble que la guerre va être un thème majeur dans la région. Je me demande comment, selon vous, cela va changer les choses à court terme comme à long terme. Et j'aimerais aussi avoir vos commentaires sur ce qui se passe actuellement entre le Yémen et l'Arabie saoudite, alors que de nombreux rapports indiquent que les flux pétroliers saoudiens ont diminué de manière assez significative à cause de ce conflit.

#Elijah Magnier

Le Yémen est très intéressant parce que, comme l'Iran, il a décidé de mettre fin à l'ère des sanctions. Le Yémen subit depuis onze à douze ans des sanctions de la part de l'Arabie saoudite et de ce qu'ils appellent la coalition saoudienne. Nous avons vu comment Donald Trump a tenté, pendant un mois, de bombarder le Yémen, puis a simplement décidé de partir parce qu'il n'avait atteint aucune cible, ni aucun objectif, quel qu'il soit. Les Yéménites ont aussi subi six à sept ans de guerre contre les Saoudiens et les Émiratis. Et maintenant, ils disent : ça suffit, les sanctions doivent être levées. Et de même que l'Iran contrôle le détroit d'Ormuz, le Yémen contrôle Bab el-Mandeb.

Non seulement Bab el-Mandeb, mais aussi ses missiles peuvent atteindre la Méditerranée et, bien sûr, la mer Rouge. Ce que fait le Yémen, c'est qu'il a stoppé tout le flux de pétrole venant d'Arabie saoudite, passant par Bab el-Mandeb et à destination de l'Asie. C'est important, parce que cela signifie que tous les superpétroliers, qui peuvent transporter deux millions de barils de pétrole, ne peuvent pas franchir le canal de Suez ni atteindre la Méditerranée. Ils doivent acheminer la cargaison vers des pipelines en Égypte. Or, ces pipelines ont une capacité limitée à sept cent cinquante mille barils, pas davantage. Ensuite, ils doivent envoyer de petits navires, ce qui augmente les prix et les coûts d'assurance.

Ils doivent aussi ajouter quatre à cinq semaines pour contourner l'Afrique depuis le canal de Suez, en passant par la Méditerranée, puis en descendant jusqu'à l'Asie pour livrer. Tout cela met une forte pression sur les Saoudiens. À cela s'ajoutent l'attaque yéménite contre Jizan, contre la compagnie pétrolière Saudi Aramco, et le message envoyé aux Saoudiens : même si vous enterrez tous vos pipelines, toutes vos pompes restent, et resteront toujours, au-dessus du sol. Elles sont vulnérables à nos drones. La meilleure solution, c'est d'arrêter les sanctions, de les lever, et de s'asseoir avec les Yéménites. C'est une option. Le Yémen n'a pas encore joué toutes ses cartes.

De la même manière que le Yémen a joué la carte de la Palestine et de Gaza, en soutien à la population, en interdisant aux navires israéliens d'emprunter la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb, il a tenu bon tout au long du conflit et de la famine qu'Israël a infligée à la population palestinienne de Gaza. Aujourd'hui, le Yémen est prêt à mettre Bab el-Mandeb au service du Hezbollah au Liban. Vous voyez, l'axe de la résistance n'a pas fonctionné avant juin deux mille vingt-cinq. Il ne disposait pas d'un commandement centralisé ni d'un contrôle central, et il n'organisait pas la bataille collectivement, comme un seul bloc. Maintenant, après juin deux mille vingt-cinq, la reprise de l'action de la résistance commence à se mettre en place.

Lentement mais sûrement, nous avons vu l'Iran tirer une leçon. Les Irakiens en ont tiré une partie, et les Yéménites ont décidé d'agir différemment et de voir quelle partie de l'axe de la résistance dispose d'un levier à mettre au service des autres. Les Iraniens ont dit : « La fin de la guerre dans tout le Moyen-Orient, y compris au Yémen, mais aussi au Liban et à Gaza. » Et les Yéménites disent : « Levez les sanctions. » Et maintenant, ils ont dit au Hezbollah qu'ils ne lèveront pas les sanctions, qu'ils ne lèveront pas le blocus contre l'Arabie saoudite, sans la fin de la guerre au Liban également. Donc, ils se rapprochent.

C'est pourquoi le paragraphe cinq du mémorandum du dix-sept juin, signé entre l'Iran et les Américains, intéresse Donald Trump. Les Iraniens, eux, s'intéressent au paragraphe un : la fin de la guerre sur tous les fronts, la fin de la guerre au Moyen-Orient. Et la fin de la guerre signifie que tous ces fronts sont aujourd'hui unis. Il faut mettre fin à la guerre et lever toutes les sanctions. C'est pourquoi j'ai dit : quel président américain va accepter de lever toutes ces sanctions et de présenter cela à son peuple ou à son parti, même si Donald Trump ne se soucie pas vraiment des Républicains et déteste les Démocrates, en disant : « Eh bien, le résultat de ma guerre, c'est de me rendre à l'axe de la résistance dirigé par l'Iran et le Yémen, et de réellement protéger le Hezbollah et tout cet axe, parce que j'ai échoué. »

#Danny

Et enfin, Elijah, étant donné qu'il y a en ce moment une importante résistance dans la région, j'aimerais avoir votre point de vue sur la Palestine, et sur la résistance palestinienne en particulier. Il n'y a pas seulement, bien sûr, la terreur israélienne qui se poursuit à Gaza. Il y a aussi de plus en plus d'informations sur le comportement d'Israël en Cisjordanie, l'extension des colonies, et peut-être l'émergence d'une nouvelle intifada, qui attendrait en quelque sorte en coulisses, à mesure que l'agression israélienne s'intensifie là-bas. Alors, pensez-vous que la résistance palestinienne, en particulier, va elle aussi se renforcer face à toute cette situation, et notamment face aux crimes de guerre ?

#Elijah Magnier

Le problème en Palestine, c'est Mahmoud Abbas, le président palestinien en place depuis deux mille cinq, et l'absence d'élections en Palestine pour changer de président. Il pense que la diplomatie est la voie à suivre. Oslo un et deux, en mille neuf cent quatre-vingt-treize et mille neuf cent quatre-vingt-quinze, n'ont pas permis de donner aux Palestiniens un État. Les Américains, les Européens et les pays du Golfe, les pays du CCG, n'ont pas non plus réussi à obtenir un État palestinien. C'est aujourd'hui la mère de toutes les causes dans le monde, et pas seulement au Moyen-Orient, parce que la plupart des gens à travers le monde comprennent les atrocités, le génocide et les crimes commis contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie.

Pour cela, la résistance était le seul choix pour une population lorsque l'État — si l'État palestinien s'appelle bien ainsi, ce qu'il fait — ne parvient pas à protéger la population. Le Hamas est arrivé au pouvoir après les élections de deux mille six et deux mille sept, des élections que l'Occident souhaitait profondément et qu'il a poussées. Et lorsque le Hamas a gagné, l'Occident l'a boycotté et a inscrit l'organisation sur la liste des terroristes. Cela montre donc que tout et tous, dans le monde, ont poussé les Palestiniens vers la résistance contre l'occupant, ce qui est une cause légitime selon les Nations unies, car le monde entier a reconnu Gaza et la Cisjordanie comme des territoires occupés. C'est ainsi qu'ils sont qualifiés.

Et l'occupant a des obligations envers le territoire qu'il occupe, envers le pays et envers le peuple qu'il occupe. Or, dans ce gouvernement d'extrême droite, avec tous ces extrémistes, cela ne commence pas avec Ben-Gvir, Itamar Ben-Gvir, mais avec Benjamin Netanyahou. Le Likoud est l'un des partis les plus extrémistes d'Israël, camouflé derrière les agissements de Ben-Gvir et de Smotrich, qui sont approuvés par le Premier ministre israélien. Ben-Gvir crée des colonies en Cisjordanie au rythme de quarante par an depuis qu'il est au pouvoir. Cela signifie que tout le territoire qui appartient aux Palestiniens est confisqué et leur est retiré. Et ce n'est pas fait de manière normale. Au contraire, c'est très programmé, très réfléchi.

Ils sont en train de séparer et de couper Jérusalem du reste de la Cisjordanie, et Gaza de la Cisjordanie et de Jérusalem. Et maintenant, ils coupent la Cisjordanie elle-même en deux, pour s'assurer que l'État palestinien ne voie, de fait, jamais le jour. Et leur méthode, c'est d'amener davantage de gens, davantage de colons, et de leur donner la protection de l'armée israélienne, l'armée la plus immorale du monde, pour aller tuer des civils palestiniens chez eux. Ils brûlent leurs maisons, parfois alors qu'ils sont à l'intérieur. Ils tuent leurs animaux. Ils prennent leurs oliviers, qui étaient là avant la création d'Israël en mille neuf cent quarante-huit, plus vieux que les Israéliens sur cette terre, parce que cette terre était la Palestine. C'était la Palestine. Ce n'était pas Israël. Et c'est ce qu'ils font.

Ils poussent donc les Palestiniens à bout, selon l'ancien chef des services de sécurité intérieure israéliens, qui a déclaré : « Si j'étais Palestinien, je combattrai jusqu'à la mort contre l'occupant. » C'est ce qu'il a dit, parce qu'il faisait partie de l'administration et de l'appareil chargés de tuer les Palestiniens et de faire en sorte que ce régime d'apartheid pousse réellement les Palestiniens à se dresser contre l'occupant, afin que l'occupant puisse leur tirer dessus et ait une raison de les tuer. Les Palestiniens sont donc un peuple qui choisit de faire des sacrifices. Certaines personnes condamnent la résistance qu'ils ont menée, mais ces gens-là sont consentants. Qui sommes-nous pour dire que ce qu'ils ont fait est juste ou injuste ? Ce sont eux qui font les sacrifices.

Ce sont eux qui choisissent de mourir. Ce sont eux qui offrent leurs enfants, leurs épouses, eux-mêmes et leurs parents pour combattre et mourir. Ou parfois, pour ne pas combattre, mais simplement faire face à l'occupant. Ce sont eux qui offrent leur sang et leurs biens. Et ils vivent dans des camps. Gaza est pleine de camps. Avant la guerre, elle était pleine de camps. Choujaïya est un camp. Tout le nord est un camp. C'est donc l'histoire des Palestiniens depuis mille neuf cent dix-huit, quand la Haganah et les premiers sionistes sont arrivés en Palestine. Et depuis lors, les Palestiniens sont toujours tués et persécutés.

Ils sont en prison, et aujourd'hui, ils risquent aussi la peine de mort, face aux Palestiniens, parce qu'ils ont refusé de se soumettre et de capituler. Mahmoud Abbas a accepté, avec le Fatah. Quelles en sont les conséquences ? Eh bien, il n'a plus de territoire à diriger. Ramallah, c'est sa base. C'est vraiment très peu pour diriger un pays et dire : voilà l'État de Palestine, sur un tout petit morceau de terre. Ce n'est pas la Palestine. Alors, les Israéliens n'ont de comptes à rendre à personne, et ils

bénéficient du soutien des Américains et des Européens. C'est pour ça qu'ils se moquent de ce qu'ils font. Ils sont devenus comme Trump.

Trump voudrait tout accaparer sans apporter le moindre soutien. L'importance du droit international ? Eh bien, Benjamin Netanyahu fait exactement la même chose tant qu'il est protégé par les Américains. Et que font les Américains ? Ils sanctionnent le président de la Cour pénale internationale parce que, comme Donald Trump nous l'a dit, Marco Rubio, son secrétaire d'État, protège Benjamin Netanyahu, qui est recherché par la CPI et accusé de crimes de guerre. Et pour cela, les Américains vont sanctionner l'institution internationale, la plus haute instance, qui n'a aucun pouvoir d'exécution. Si les pays qui ont signé l'accord avec la CPI ne veulent pas s'y plier, ils les sanctionnent et s'assurent qu'ils ne puissent pas avoir de compte bancaire, réserver un hôtel ou voyager n'importe où dans le monde. Voilà le monde dans lequel nous vivons. Un monde de brutes, d'injustice, et c'est de cela que les Israéliens profitent largement.

#Danny

Eh bien, Elijah, c'était une excellente émission. Je veux m'assurer que tout le monde sache que votre site, ElijahMagnier.com, figure dans la description de la vidéo, où les gens peuvent retrouver votre travail et soutenir vos médias et votre journalisme indépendants. Et vous tous, remerciez aussi Elijah en cliquant sur le bouton « j'aime » avant de partir. Je serai de retour demain, à treize heures, heure de la côte Est, avec le professeur Mohammad Marandi pour une nouvelle mise à jour, le vingt-trois août. Tous les moyens de soutenir cette émission figurent également dans la description de la vidéo ci-dessous : Patreon, Substack, et bien d'autres. Elijah, avez-vous un dernier commentaire avant que nous nous quittions ?

#Elijah Magnier

C'était un plaisir. Merci de m'avoir invité. C'était vraiment une bonne discussion. J'ai beaucoup apprécié.

#Danny

Je vous remercie vraiment. Il faudra vous faire revenir très bientôt. Merci à tous les modérateurs et à tous les téléspectateurs aujourd'hui. Cliquez sur le bouton « J'aime » avant de partir, et je vous retrouve demain à treize heures, heure de l'Est. À demain. Au revoir.